



**AMBASSADE DE FRANCE EN AZERBAIDJAN
SERVICE ECONOMIQUE
AZERBAIDJAN ET TURKMENISTAN**

Rédacteur : Alexandre Joao

28 octobre 2018

Budget prévisionnel 2019 de l'Azerbaïdjan : hausse des dépenses publiques sur fond de prix ascendants des hydrocarbures

Le 23 octobre 2018, le gouvernement a approuvé le projet de budget 2019 de l'Etat azerbaïdjanais et transmis ce dernier au parlement en vue de son adoption. Selon les informations rendues publiques à ce stade, le texte s'inscrit dans la continuité des orientations de l'exercice budgétaire précédent en poursuivant notamment une relance mesurée de la dépense publique sur fond de rebond des cours mondiaux des hydrocarbures.

Un budget expansionniste qui met l'accent sur les dépenses d'infrastructures. Le projet de budget 2019 prévoit de porter la dépense publique totale à 24,8 Mds AZN (12,7 Mds EUR), soit une hausse de 7,3% en glissement annuel.

Les dépenses d'investissement en capital fixe totaliseront 17,9 Mds AZN (9,1 Mds EUR), en hausse de 2,2%. Ces dépenses seront principalement dirigées vers les grands projets d'infrastructures stratégiques (corridors ferroviaires nord-sud et est-ouest, corridor gazier sud, port international...) devant à terme nourrir la croissance future de l'économie. Le gouvernement reste cependant fidèle à sa politique de prudence en matière de grands projets, politique instituée depuis la crise économique de 2015 provoquée par la chute brutale du prix des hydrocarbures.

Le budget de la défense atteindra 3,03 Mds AZN (1,5 Mds EUR) soit une hausse de 12% par rapport à l'année précédente. Les budgets sociaux enregistrent également des augmentations significatives. Le budget de l'éducation sera notamment porté à 2,2 Mds AZN (1,12 Mds EUR), en hausse de 10%.

Les hausses de dépenses s'avérant nettement supérieures à la croissance attendue des recettes, le déficit budgétaire devrait s'accroître pour atteindre 1,86 Mds AZN (950 M EUR, soit environ 2,3% du PIB), contre 0,9 Mds AZN pour l'année 2018, représentant 1,3% du PIB).

Le volet recettes progresse également, alimenté par la hausse du cours des hydrocarbures. Le budget prévisionnel 2019 table ainsi sur des recettes totales s'élevant à 22,9 Mds AZN (11,7 Mds EUR), soit +3,1%.

Les transferts en provenance du fonds souverain pétrolier SOFAZ représenteront 49,6% des recettes, soit 11,3 Mds AZN (5,7 Mds EUR), une part en hausse par rapport à 2018 (45,7%), allant à l'encontre de la volonté affichée de réduire la dépendance envers les revenus pétroliers et de progresser vers la mise en œuvre d'une politique budgétaire contra-cyclique. Une règle fiscale encadrant les transferts du fonds pétrolier vers le budget de l'Etat a été adoptée et devrait entrer en vigueur dès 2019.

Service Economique en Azerbaïdjan

Le ministère des taxes contribuera au budget à hauteur de 7,3 Mds AZN (3,74 Mds EUR), soit une part de 31,9%, tandis que les recettes tirées des droits de douanes sont estimées à 3,4 Mds AZN (1,74 Mds EUR), soit 15,1% du total.

Ces précisions de recettes sont par ailleurs basées sur une estimation du cours annuel moyen du baril de 60\$. Pour rappel, le budget 2018 a été construit sur une estimation initiale de 45\$, revue quelques mois plus tard à 55\$. Pour information, le cours actuel (mars 2019) du baril Azeri Light (65,74 USD) se situe légèrement au-delà de l'estimation, après avoir stagné autour de 60 USD le baril en début d'année.

Ce budget prévisionnel 2019 s'inscrit directement dans la continuité des tendances amorcées en 2018. Le pays poursuit ainsi une politique budgétaire modérément expansionniste rendue possible par la hausse des cours mondiaux des hydrocarbures. Si ces hausses de dépenses permettront de soutenir une croissance encore très fragile et de financer des infrastructures stratégiques pour la croissance future de l'économie azerbaïdjanaise, cette politique illustre **également la persistance d'une très forte dépendance des finances publiques envers les revenus pétroliers.**

Il est important de souligner que ces transferts au secteur public constituent l'essentiel de la faible croissance enregistrée cette année et cela pourrait persister en 2019. Les observateurs des Institutions internationales à Bakou s'inquiètent de l'atonie du secteur privé.

En particulier, l'importance du recours aux transferts en provenance du fonds souverain SOFAZ va à l'encontre des préconisations des institutions financières internationales et notamment du FMI, qui plaide régulièrement pour la mise en place de règles fiscales plus strictes et d'une politique contra-cyclique susceptible de limiter la dépendance envers les revenus pétroliers. Reste que la faiblesse de la collecte fiscale malgré les efforts du gouvernement pour faire payer ses citoyens laisse peu de marge de manœuvre budgétaire.

Les risques que font peser cette dépendance excessive ont notamment été illustrés de manière éclatante par la sévère récession de 2016, principalement causée par la réduction brutale de la dépense publique en réaction à la chute du cours du baril. **La mise en œuvre à partir de l'année prochaine d'une règle fiscale censée encadrer les transferts de la SOFAZ vers le budget de l'Etat constitue un premier pas positif (même si on n'en voit pas encore la mise en œuvre dans le projet de budget 2019)**, tout comme les réformes en cours au sein du ministère des taxes visant à accroître la base fiscale et améliorer la collecte des impôts. Les effets concrets de ces mesures ne devraient toutefois pas être immédiatement perceptibles.

Tableau récapitulatif des budgets azerbaïdjanais 2015-2019

	Budget 2015, adopté	Budget 2016, 2^{ème} version (mars 2016)	Budget 2017, 2^{ème} version (juin 2017)	Budget 2018 prévisionnel au 20/10/17	Budget 2018 2^{ème} version (juin 2018)	Budget prévisionnel 2019 au 25/10/2018
Recettes	18,603 Mds AZN	16,822 Mds AZN	16,766 Mds AZN	20,127 Mds AZN	22,14 Mds AZN	22,9 Mds AZN
Dépenses	19,446 Mds AZN	18,495 Mds AZN	17,941 Mds AZN	20,905 Mds AZN	23,1 Mds AZN	24,8 Mds AZN
Déficit	0,843 Mds AZN	1,673 Mds AZN	1,117 Mds AZN	0,778 Mds AZN	0,960 Mds AZN	1,86 Mds AZN